

Jean-François Bayart, Achille Mbembe,
Comi Toulabor

Le politique par le bas en Afrique noire

Nouvelle édition augmentée

LES AFRIQUES

KARTHALA



Le politique par le bas en Afrique noire

Jean-François Bayart, Achille Mbembe, Comi Toulabor

Dès le tout début des années 1980, les auteurs posaient le problème du politique par le bas en Afrique. Ils soulignaient le rôle des « petits », des « sans importance », des « en bas du bas » dans l'invention de formes originales de l'État, alors même que prévalaient au sud du Sahara des situations autoritaires. Mais ils s'interdisaient aussi de postuler l'existence d'une « culture populaire », en reprenant à leur compte les critiques formulées à l'encontre de cette notion. Ils proposaient pour leur part une problématique de l'énonciation du politique, seule à même de restituer l'historicité du politique dans sa complexité et son ambivalence. Leurs analyses ont marqué le renouvellement des études africaines et ont reçu une large audience bien au-delà de ces dernières. Réunies en 1992 dans un volume qui fit date mais qui était épuisé depuis plusieurs années, elles sont aujourd'hui reprises, alors que de nombreux travaux redécouvrent la portée de l'approche du « politique par le bas » et la mettent en perspective avec les *subaltern studies* indiennes, l'*Alltagsgeschichte* allemande, la *microstoria* italienne ou l'historiographie marxiste anglaise. Dans cette nouvelle édition augmentée, une préface inédite montre en quoi elle demeure utile pour comprendre le monde contemporain en dehors des facilités de pensée. A condition de voir qu'elle n'a jamais prétendu être une « école », mais un simple état d'esprit, une forme d'hétérodoxie par rapport aux courants établis des sciences sociales, une expression de cynisme heuristique vis-à-vis des croyances et des convenances académiques ou politiques.

Jean-François Bayart est directeur de recherche au CNRS (Sciences Po/CERI, Paris).

Achille Mbembe est directeur de recherche au Witwatersrand Institute of Social and Economic Research (WISER, Université du Witwatersrand, Johannesburg).

Comi Toulabor est directeur de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques (CEAN/Institut d'études politiques de Bordeaux).

LES AFRIQUES



COLLECTION DIRIGÉE PAR RICHARD BANÉGAS & BÉATRICE HIBOU

Le politique par le bas en Afrique noire

LES AFRIQUES

La collection « Les Afriques » accueille des ouvrages traitant des sociétés politiques et économiques en Afrique subsaharienne et en Afrique du Nord. Ouverte à des travaux issus de toutes les disciplines des sciences humaines et sociales, notamment de l'économie politique et de la sociologie historique du politique, elle met l'accent, selon une démarche pluridisciplinaire, sur le va-et-vient nécessaire entre les données de terrain et les réflexions théoriques.

Renouveler les approches et les méthodologies de l'analyse comparée et, ce faisant, aider à produire un autre regard sur les mutations du politique et de l'économique au Sud comme au Nord, telle est l'ambition de cette collection.

Avec le soutien du



www.centrenationaldulivre.fr

© Éditions KARTHALA, 2015
(Première édition papier, 2008)
ISBN : **978-2-8111-3018-3**

Jean-François Bayart
Achille Mbembe
Comi Toulabor

Le politique par le bas en Afrique noire

Nouvelle édition augmentée

Éditions KARTHALA
22-24, boulevard Arago
75013 PARIS

A CHRISTIAN COULON, COMPAGNON DE LA ROUTE
DU BAS, CETTE NOUVELLE ÉDITION

SOMMAIRE

<u>PRÉFACE À LA NOUVELLE ÉDITION</u>	<u>9</u>
<u>AVANT-PROPOS</u>	<u>17</u>
 <u>INTRODUCTION</u>	 <u>19</u>
 PREMIÈRE PARTIE	
LES JALONS D'UNE MÉTHODE	
<i>par Jean-François Bayart</i>	
 <u>CHAPITRE 1</u>	
<u>LE POLITIQUE PAR LE BAS EN AFRIQUE NOIRE</u>	<u>33</u>
<u>Questions de méthode</u>	
 <u>CHAPITRE 2</u>	
<u>LA REVANCHE DES SOCIÉTÉS AFRICAINES</u>	<u>63</u>
 DEUXIÈME PARTIE	
L'ART DU FAIBLE	
<i>par Comi Toulabor</i>	
 <u>CHAPITRE 3</u>	
<u>JEU DE MOTS, JEU DE VILAINS</u>	<u>97</u>
<u>Lexique de la dérision politique au Togo</u>	
 <u>CHAPITRE 4</u>	
<u>L'ÉNONCIATION DU POUVOIR</u>	
<u>ET DE LA RICHESSE</u>	<u>115</u>
<u>chez les jeunes « conjoncturés » de Lomé (Togo)</u>	
 TROISIÈME PARTIE	
MÉMOIRE HISTORIQUE ET ACTION POLITIQUE	
<i>par Achille Mbembe</i>	
 <u>CHAPITRE 5</u>	
<u>LA PALABRE DE L'INDÉPENDANCE</u>	<u>129</u>
<u>Les ordres du discours nationaliste au Cameroun (1948-1958)</u>	

<u>CHAPITRE 6</u>	<u>POUVOIR DES MORTS ET LANGAGE DES VIVANTS</u>	<u>155</u>
	<i><u>Les errances de la mémoire nationaliste au Cameroun</u></i>	
QUATRIÈME PARTIE		
UN NOUVEAU DÉBAT		
	<i>par Jean-François Bayart et Achille Mbembe</i>	
<u>CHAPITRE 7</u>	<u>POUVOIR, VIOLENCE ET ACCUMULATION</u>	<u>193</u>
<u>CHAPITRE 8</u>	<u>L'AFROPESSIMISME PAR LE BAS</u>	<u>211</u>
<u>TABLE DES MATIÈRES</u>		<u>219</u>

PRÉFACE A LA NOUVELLE ÉDITION

par Jean-François Bayart

Différents colloques et séminaires, de même que la demande récurrente des lecteurs, attestent le regain ou le maintien de l'intérêt que l'on porte à l'approche du « politique par le bas » et nous amènent à rééditer un ouvrage épuisé depuis plusieurs années.

La persistance de certains malentendus à propos de cette démarche, que nous avons mise en œuvre dans les années 1980, nous force d'abord à rappeler que celle-ci n'a jamais prétendu s'ériger en « école », ni cerner une entité du « politique populaire » dont les historiens nous ont de longue date montré qu'elle ne serait de toute manière qu'une élaboration idéologique de la domination et qu'elle n'existerait « que dans l'acte qui la supprime »¹. Nous n'avons pas non plus rencontré la « force motrice de l'histoire », pour reprendre l'expression d'un historien soviétique, ni le génie de la « transition démocratique », selon le credo néolibéral, dans l'action des « masses populaires » ou de la « société civile ». Une lecture, même cursive, de nos textes des années 1980-1990 ne laisse aucune ambiguïté à ce sujet. Aussi confessons-nous notre perplexité face aux accusations de « populisme » ou de « misérabilisme » dont nous avons été (et sommes encore) parfois l'objet². D'autant

1. M. de Certeau, *La Culture au pluriel*, Paris, Christian Bourgois, 1980 (nouvelle édition), p. 74.

2. J.-L. Amselle parle du « point de vue populiste, tel qu'il s'exprime par exemple dans la notion de "politique par le bas" ou dans celle de "revanche des sociétés africaines" », du « courant "populiste" de la politologie française » dont la thématique serait celle de la « société civile », quand nous soumettions précisément à la critique ce dernier concept et celui de « culture populaire ». Il omet aussi notre référence aux concepts de Gramsci, alors qu'il célèbre les vertus heuristiques de ceux-ci (J.-L. Amselle, *L'Occident décroché. Enquête sur les postcolonialismes*, Paris, Stock, 2008, pp. 82, 92, 95, 107). M. Mamdani a commis les mêmes contresens à propos du « politique par le bas » et de la notion de « politique du ventre » (M. Mamdani, *Citizen and Subject. Contemporary Africa and the Legacy of Late Colonialism*, Princeton, Princeton University Press, 1996, pp. 10-11, ou *Citoyen et sujet. L'Afrique contemporaine et l'héritage du colonialisme tardif*, Paris, Amsterdam, Karthala, SEPHIS, 2004).

que les premiers travaux d'Achille Mbembe et de Comi Toubabor faisaient d'emblée la part belle aux pratiques coercitives du politique et à l'adhésion populaire qu'elles obtenaient, et que nous n'avions jamais eu une vision idyllique ni téléologique de la « revanche des sociétés », dont nous montrions que la bureaucratie la préemptait (*infra*, pp. 86-87).

L'Université n'étant pas une école coranique, Inch Allah, il serait inutile de rabâcher pour faire valoir une fois de plus notre position initiale. Rappelons-en néanmoins la clef, en quelques mots. Nous entendions analyser le jeu intime des rapports de pouvoir « par le bas » plutôt que « par le haut », en nous attachant aux médiations, et donc aux intermédiaires. Pour ce faire, il nous fallait mettre l'accent sur la multidimensionnalité des sociétés plutôt que sur quelque antagonisme principal censé les structurer selon le principe de la « dualité nationale » cher à Augustin Thierry ou à Guizot, que reprendront Marx et Engels dans les termes dichotomiques de la lutte des classes. Les incertitudes d'une sociologie politique de l'« énonciation » devaient nous le permettre, en lieu et place des consolations du catéchisme des « Grands Récits » développementaliste, nationaliste ou révolutionnaire.

« La solution opératoire [...] consiste peut-être à concevoir, non plus des sociétés monistes et uni-dimensionnelles, mais des espaces-temps produits comme autant de pôles par les acteurs sociaux, selon le principe de l'identification contextuelle et multiple [...] Espaces-temps qui ne valent que par leur énonciation et qui ne parviennent qu'à des ajustements relatifs, incomplets, temporaires se donnant comme système historique inachevé et ouvert. Dans une telle perspective, l'étude des processus de passage, de déplacement, de structuration est plus importante que celle des structures et des systèmes en eux-mêmes [...] Le projet de construction d'une classe dominante, la recherche hégémonique que nous croyons voir à l'œuvre dans l'Afrique contemporaine se traduisent par la formation d'un espace de la domination et de l'exploitation dans lequel les dominés sont sommés de s'insérer. Ils le font parce qu'ils y sont contraints, politiquement et économiquement, mais aussi parce que cet espace répond à certaines de leurs exigences ou de leurs attentes [...] Mais, simultanément, les groupes sociaux dominés se définissent par rapport à d'autres espaces, éventuellement déterminés par des temporalités autres [...] Les acteurs subordonnés ont également la capacité de produire des espaces qui leur sont propres [...] »,

écrivions-nous notamment, pour ajouter :

« L'imagerie marxiste de la lutte est probablement aussi naïve que l'imagerie libérale de la participation, le dualisme des dominants et des dominés aussi irréels que l'unanimité de l'intérêt général. Les groupes sociaux ne

s'inscrivent pas nécessairement sur le même registre, et le grand problème des dominants est peut-être précisément de trouver des dominés et de les contraindre à demeurer dans un espace social domestique où pourra s'exercer la domination » (*infra*, pp. 78-80).

Nous retenaient également, de préférence à la « vision des vaincus » ou à la geste révolutionnaire des « damnés de la terre », la banalité, la « quotidiannisation » (*Veralltäglichung*) des conduites de vie, ce qu'Alain Corbin appellera, dans sa remarquable biographie d'un inconnu, l'« atonie des existences ordinaires »³. Cela supposait, très classiquement, la convocation de sources d'un autre type que celles dont la science politique établie faisait son corpus de référence : par exemple les chants et les danses, la musique, les rêves, les plaisanteries, la langue parlée, l'alimentation, l'habillement, la gestuelle. Sous cet angle, la problématique du « politique par le bas » se voulait sociologie politique et historique des « petits riens », ceux dont parlait Gombrowicz – « Vous n'avez pas idée combien, avec ces petits détails, on devient immense » –, mais dont Alexandre Zinoviev montrait aussi qu'ils étaient à la base de l'« asservissement communautaire » soviétique : « Si notre système est grandiose, c'est par ses riens et c'est un grandiose de rien du tout, tout le problème est là⁴. » C'est ce que nous développerons ultérieurement en termes de « subjectivation » et d'« assujettissement » en recourant au concept de « gouvernementalité ».

Au demeurant, il n'a pas toujours été vu que les articles fondateurs du « politique par le bas » sonnaient ici implicitement comme une espèce de manifeste anti-africaniste, *id est* anti-orientaliste. D'une part, était exhumée la dimension historique des sociétés africaines irréductible à celle de la domination de l'État colonial ou postcolonial et de son hégémonie, qui justement passaient l'une et l'autre par la représentation (et l'« invention ») orientaliste de la « tradition » et de la « culture ». De l'autre, était récusé le préjugé de leur incommensurabilité par rapport aux sociétés occidentales⁵. Notre propos était résolument comparatiste. Vu du « bas », il n'est point d'exotisme possible, et les « modes populaires d'action politique », au sud du Sahara, ne sont pas dans une relation d'altérité radicale avec ceux dont les historiens allemands, britanniques, français ou italiens ont fait l'un de leurs objets de prédilection depuis une cinquantaine d'années. Plus que

3. A. Corbin, *Le Monde retrouvé de Louis-François Pinagot. Sur les traces d'un inconnu (1798-1876)*, Paris, Flammarion, coll. Champs, 1998, p. 8.

4. A. Zinoviev, *L'Avenir radieux*, Paris, Robert Laffont, coll. Bouquins, 1990, p. 672. Voir aussi *Le Communisme comme réalité*, Paris, Julliard, L'Age d'homme, 1981, pp. 71-72, 156 et suiv., 180, 191.

5. Sur ce thème de la prétendue « incommensurabilité » des sociétés, voir S. Subrahmanyam, « Par-delà l'incommensurabilité : pour une histoire connectée des empires aux temps modernes », *RHMC*, 54 (4bis), 2007, pp. 34-53.

l'alternative univoque entre la résistance et l'obéissance, ils nous disent l'ambivalence des rapports de pouvoir, et cette leçon est universelle, des « Oui, Bwana » du monde colonial à l'« hommage à la Reine » et à la *combinazione* en vogue dans la patrie de Machiavel ou à la ruse débonnaire du *Brave Soldat Svejk*. Enfin, l'approche du « politique par le bas », loin de réifier une représentation topographique illusoire des sociétés – le « bas » *versus* le « haut », la « périphérie » *versus* le « centre » – opérait un simple « jeu d'échelle », selon l'expression ultérieure de Jacques Revel⁶. Elle se saisissait notamment de l'historicité de terroir constitutive de la formation de l'État, des mobilisations politiques, des conflits armés.

Ainsi comprise, l'approche du « politique par le bas » n'a jamais été qu'un moment de recherche, tributaire ou concomitant d'autres courants scientifiques, tels que les œuvres de Michel Foucault et Michel de Certeau⁷, les *subaltern studies* indiennes, la *microstoria* italienne, l'*Alltagsgeschichte* allemande, l'école historique marxiste britannique, ou encore la réflexion, parallèle à la nôtre, de Denis-Constant Martin sur les « objets politiques non identifiés »⁸. La question est maintenant de savoir ce que nous a apporté ce moment de recherche, ce qu'il nous a évité, ce à quoi il nous a préparés. Tout d'abord, il nous a conduits à une reconsidération critique des interprétations classiques du nationalisme, de la domination politique, des mobilisations sociales, des « cultures politiques ». Ce faisant, il nous a aidés à nous « déprendre », pour citer Foucault, d'un certain nombre de savoirs qui étaient autant d'effets de pouvoir : le savoir colonial et l'historiographie nationaliste, bien sûr, mais aussi le développementalisme, le culturalisme, le prophétisme tiers-mondiste et la « transitologie » libérale, avec leurs cortèges de mots-valises, comme la « modernisation », l'« intégration nationale », l'« identité », la « civilisation », la « lutte des classes », la « société civile », l'« économie de marché », la « bonne gouvernance ». Il nous a ainsi incités à inaugurer, dès les années 1990, trois chantiers dont on comprend mieux aujourd'hui l'importance et qui ont fourni la matière de quelques-uns de nos principaux travaux personnels respectifs : l'étude des processus de subjectivation politique, sans que soit postulée la centralité d'un sujet rationnel mû par son intentionnalité et son intérêt ; celle de l'invention coercitive du politique ; celle du rapport de la gouvernemen-

6. J. Revel (dir.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Hautes études, Gallimard, Le Seuil, 1996.

7. En 1980, *La Volonté de savoir* et *L'Invention du quotidien* étaient publiés, mais il faudra attendre 1984 pour lire les deux derniers volumes de *L'Histoire de la sexualité*, et 1994 pour se plonger commodément dans les textes rassemblés dans *Dits et écrits*.

8. D.-C. Martin (dir.), *Sur la piste des OPNI (Objets politiques non identifiés)*, Paris, Karthala, 2002.

lité à l'imaginaire, à la croyance, à la culture matérielle et aux techniques du corps. Chacun d'entre nous a d'ailleurs exploité ces veines à sa manière, au gré de son itinéraire scientifique propre, et, pourquoi le cacher ?, au prix de divergences salutaires d'interprétation. Ce dialogue critique s'est élargi à d'autres disciplines, telles que l'anthropologie et l'économie politique, et à de nouveaux chercheurs, à commencer par les deux directeurs de la collection « Les Afriques » qui ont accepté de rééditer notre recueil de 1992⁹. Il a également pris la forme d'une polyphonie transatlantique quand la distinction de Bruce Berman et John Lonsdale entre la « construction » et la « formation » de l'État a fait écho à la notion des « modes populaires d'action politique » et a été adoptée par plusieurs chercheurs d'expression française¹⁰.

Le lecteur intéressé aura tout le loisir de reconstituer la généalogie et la postérité de la problématique du « politique par le bas ». Mais, foin d'opérations de commémoration, en quoi peut-elle consister aujourd'hui ? Si l'on admet qu'elle a d'abord été, et demeure, une tentative de compréhension énonciative de l'historicité du politique, elle nous prémunit contre deux maladies contemporaines : une vision ontologique et ahistorique de la domination dans laquelle peut verser, quelques décennies après l'école de la dépendance, une acception des « études postcoloniales », encore que nous ne soyons sans doute pas entièrement d'accord entre nous trois sur la réception qu'il convient de réserver à ce courant¹¹ ; une représentation platement « géopolitique » et très normative du système international, qui réduit son analyse à un *bench-marking* néolibéral ou néoconservateur dont

9. Voir R. Banégas, *La Démocratie à pas de caméléon. Transition et imaginaires politiques au Bénin*, Paris, Karthala, 2003 ; B. Hibou, *L'Afrique est-elle protectionniste ? Les chemins buissonniers de la libéralisation extérieure*, Paris, Karthala, 1996, et, sous sa direction, *La Privatisation des États*, Paris, Karthala, 1999, ainsi que *La Force de l'obéissance. Économie politique de la répression en Tunisie*, Paris, La Découverte, 2006.

10. B. Berman, J. Lonsdale, *Unhappy Valley. Conflict in Kenya and Africa*, Portsmouth, James Currey, 1992. Voir par exemple Y. Chevrier, « L'empire distendu : esquisse du politique en Chine des Qing à Deng Xiaoping », in J.-F. Bayart (dir.), *La Greffe de l'État. Les Trajectoires du politique*, 2, Paris, Karthala, 1996, chapitre IX ; B. Hibou, *L'Afrique est-elle protectionniste ?*, op. cit., et *La Privatisation des États*, op. cit. ; F. Mengin, *Trajectoires chinoises. Taïwan, Hong Kong et Pékin*, Paris, Karthala, 1998 ; R. Bertrand, *État colonial, noblesse et nationalisme à Java. La Tradition parfaite*, Paris, Karthala, 2005 ; J.-L. Rocca, *La Condition chinoise. La mise au travail capitaliste à l'âge des réformes (1978-2004)*, Paris, Karthala, 2006.

11. Pour s'en convaincre, il suffira de lire : A. Mbembe, « A propos des écritures africaines de soi », *Politique africaine*, 77, mars 2000, pp. 16-43, et *De la Postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2000 ; C. Toulabor, *L'Aventure de Politique africaine, ou l'histoire d'une revue pas comme les autres*, Paris, Institut d'études politiques de Paris, 2002, multigr. (mémoire pour le diplôme d'HDR) ; J.-F. Bayart, « La novlangue d'un archipel universitaire », in M.-C. Smouts (dir.), *La Situation postcoloniale. Les postcolonial studies dans le débat français*, Paris, Les Presses de SciencesPo., 2007, pp. 268-272.

l'aune serait la « démocratie de marché » post-1989 ou post-11 Septembre. Point n'est besoin, pour être compris, de se référer de manière précise à la multitude des travaux traitant de la « crise de l'État », de la fatalité coloniale ou du legs de la Traite, tout en omettant d'historiciser, voire de déconstruire, ces objets faussement naturels, à rebours des recherches conduites dans le sillage de l'approche du « politique par le bas » au sujet de la « greffe de l'État », de la « réinvention du capitalisme » et de la « cité culturelle »¹².

De façon plus positive, la reprise, à nouveaux frais, de la problématique du « politique par le bas » ouvre de multiples perspectives de recherche. Elle porte par exemple sur l'imbrication de la « durée courte » des différentes périodes coloniales, ou encore de l'âge néolibéral, à la « longue durée » des sociétés africaines ou asiatiques, que l'on saisisse cette « intersection »¹³ sous les angles de la « rencontre » quelque peu pirandellienne entre les Blancs et leurs partenaires du cru, de la sociologie historique des différents protagonistes de l'expérience impériale, des processus complexes de subjectivation que celle-ci a recouverts, ou bien encore des pratiques sociales de formation de la valeur à l'interface de l'économie-monde capitaliste et des systèmes commerciaux et monétaires que cette dernière a progressivement englobés sans pour autant les effacer¹⁴. La démarche interroge également les logiques d'extraversion constitutives du politique, et l'articulation des terroirs à ce que l'on nomme désormais la globalisation¹⁵.

Elle ne peut néanmoins passer par pertes et profits l'instance de l'État-nation qui procède de cette dernière et simultanément met en scène son rapport aux terroirs à travers les idées d'« autochtonie » politique¹⁶. Elle maintient sa curiosité pour les pratiques de la culture matérielle et les techniques du corps qui lui sont inhérentes, en les rapportant à une période biséculaire de la globalisation dont le colonialisme n'a été qu'une

12. J.-F. Bayart (dir.), *Religion et modernité politique en Afrique noire. Dieu pour tous et chacun pour soi*, Paris, Karthala, 1993 ; *La Réinvention du capitalisme. Les Trajectoires du politique*, 1, Paris, Karthala, 1994 ; *La Greffe de l'État. Les Trajectoires du politique*, 2, op. cit.

13. C. Guinzburg parlait, dans la perspective de la *microstoria*, de l'« intersection entre la longue durée et la durée brève » (*Les Batailles nocturnes. Sorcellerie et rituels agraires en Frioul au xvr-xvii siècle*, Lagrasse, Verdier, 1980, p. 234). Tel était également le problème auquel était confronté Maurice Agulhon dans sa célèbre *République au village* lorsqu'il repérait l'articulation des idées politiques contemporaines au folklore hérité du passé.

14. Voir par exemple, pour cette perspective, J. I. Guyer, *Marginal Gains. Monetary Transactions in Atlantic Africa*, Chicago, The University of Chicago Press, 2004.

15. B. Meyer, P. Geschiere (eds), *Globalization and Identity. Dialectics of Flow and Closure*, Oxford, Blackwell, 1999.

16. J.-F. Bayart, P. Geschiere, F. Nyamnjoh, « Autochtonie, démocratie et citoyenneté en Afrique », *Critique internationale*, 10, janvier 2001, pp. 176-194.

étape¹⁷. Elle discerne, dans la coercition, moins le défaut que le fondement de l'hégémonie, et de ce fait reconsidère le problème de la légitimation des empires coloniaux dans la lignée de ses interrogations premières sur les États postcoloniaux¹⁸.

Il se confirme ainsi que l'approche du « politique par le bas » n'a jamais été une théorie, ni même une méthodologie en bonne et due forme, ce qui explique qu'elle ait pu paraître frustrante au vu de ses résultats empiriques concrets, comme n'ont pas manqué de le relever, sans doute à juste titre, certains lecteurs¹⁹. Elle est surtout un état d'esprit, une forme d'hétérodoxie et d'insolence face aux courants établis des sciences sociales, une expression de cynisme heuristique vis-à-vis des croyances et des convenances académiques. C'est sans doute la raison pour laquelle elle a tour à tour séduit et irrité. Bien que – énonciation oblige – nous en ayons chacun notre propre compréhension et notre propre usage, elle reste une pétition de principe anti-utilitariste qui s'avère plus nécessaire que jamais, à l'heure où la marchandisation de l'Université menace d'étouffer financièrement toute pensée critique ou simplement non-conformiste, voire non conforme. Répétons-le, l'une des préoccupations de l'approche du « politique par le bas » était la restitution de l'hétérogénéité des sociétés au regard de la normativité des États et du système d'États. Montrer que la « mission civilisatrice » coloniale n'épuisait pas la réalité sociale et historique des sociétés colonisées, que ces dernières sont pareillement irréductibles à leur formatage national et nationaliste, que le « nouvel ordre international » de l'âge néolibéral ne sonne pas la « fin de l'Histoire » comme le prophétisait Francis Fukuyama, c'est au fond mettre en lumière l'autonomie du social vis-à-vis du politique : par exemple restituer l'inaccessibilité du « vernaculaire »²⁰ pour l'État

17. J.-F. Bayart, J.-P. Warnier (dir.), *Matière à politique. Le pouvoir, le corps et les choses*, Paris, Karthala, 2004, et J.-F. Bayart, *Le Gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisation*, Paris, Fayard, 2004.

18. C. Toulabor, *Le Togo sous Eyadema*, Paris, Karthala, 1986 ; A. Mbembé, *La Naissance du maquis dans le Sud-Cameroun (1920-1960)*, Paris, Karthala, 1996 ; J.-F. Bayart, « Les chemins de traverse de l'hégémonie coloniale en Afrique de l'Ouest francophone : anciens esclaves, anciens combattants, nouveaux musulmans », *Politique africaine*, 105, mars 2007, pp. 201-240, et « Hégémonie et coercion en Afrique subsaharienne : la "politique de la chicotte" », *Politique africaine*, 110, juin 2008 (sous presse).

19. Voir G. Blundo, J.-P. Olivier de Sardan (dir.), *État et corruption en Afrique. Une anthropologie comparative des relations entre fonctionnaires et usagers (Bénin, Niger, Sénégal)*, Marseille, Paris, APAD, Karthala, 2007.

20. R. Bertrand désigne ainsi le « hors champ » par rapport à la « situation coloniale », la part de l'historicité des sociétés colonisées qui est irréductible à la « rencontre » mercantile ou coloniale et à la domination étrangère : R. Bertrand, « Rencontres impériales. L'histoire connectée et les relations euro-asiatiques », *RHMC*, 54 (4bis), 2007, pp. 69-89 ; « Des gens inconvenants. Javanais et Néerlandais à l'aube de la rencontre impériale », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 171-172, mars 2008, pp. 104-121 ; *Les Sciences sociales et le « moment colonial ». De la problématique de la domination coloniale à celle de l'hégémonie impériale*, Paris, CERI, 2006, multigr. (Questions de recherche n° 18).

colonial ; reconnaître dans un mouvement socialiste ou islamique, ou dans un régime, fût-il autoritaire, des pratiques et des enjeux autres que les idéologies avouées et les politiques publiques ; admettre que le terrorisme ou diverses formes odieuses de violence véhiculent des revendications vécues comme légitimes et qui finiront peut-être par être acceptées en tant que telles ; identifier les limites et l'ambivalence des rapports de pouvoir même lorsque la dénonciation de l'impérialisme ou du totalitarisme leur confère une clarté trompeuse ; sérier les interpénétrations et les ramifications dont se nourrit l'État-rhizome au-delà de l'opposition canonique entre État et société ; repérer les registres de la « servitude volontaire » et de ce consentement qui est « la part du pouvoir que les dominés ajoutent à celle que les dominants exercent directement sur eux »²¹ ; dissiper les faux-semblants du réformisme volontariste d'inspiration socialiste, dirigiste, nationaliste ou néolibérale ; se soucier de l'économie politique et morale de la domination ; démêler l'écheveau de l'imbrication des durées inhérentes à l'historicité des sociétés et préciser les plans de continuité et de discontinuité sous-jacents à ces dernières ; abandonner les distinctions rigides entre le local, le national et le global qui condamnent à penser ces dimensions sur le mode d'un jeu à somme nulle et à occulter la concaténation de l'une à l'autre. Scientifiquement, cela revient à faire de l'interdisciplinarité un impératif catégorique, et de la comparaison un exercice nécessaire²². Toutes ces leçons demeurent valides, même si le champ de leur application se transforme au gré des tâtonnements de la recherche, même (ou plutôt surtout) si le Prince et le Marché s'efforcent de casser les institutions sociales productrices de cette indépendance de la pensée.

(2008)

21. M. Godelier, *L'Idéal et le matériel. Pensée, économies, sociétés*, Paris, Fayard, 1984, p. 24.

22. J.-F. Bayart, « Comparer par le bas », *Sociétés politiques comparées*, 1, janvier 2008, pp. 1-25, <http://www.fasopo.org/reasopo/n1/comparerparlebas.pdf>, ou « Comparing from below », *ibid*, pp. 1-27, <http://www.fasopo.org/reasopo/n1/comparingfrombelow.pdf>, et « Comparer en France : petit essai d'autobiographie disciplinaire », <http://www.fasopo.org/cv/jf/encours/comparerenfrance-petitessai.pdf> (à paraître in *Politix*).

AVANT-PROPOS

La problématique du politique par le bas, que reprend le présent ouvrage, est le fruit d'une recherche personnelle, d'une amitié scientifique et d'une aventure éditoriale.

A la fin de l'été 1977, dans la précipitation qui accompagne toujours la remise d'un manuscrit, je fis le constat que le concept de domination ne rendait pas compte des réalités du régime politique camerounais autant que je l'avais affirmé dans des travaux antérieurs ; j'avançai alors la notion, bien floue, des « modes populaires d'action politique » pour évoquer ce qui, précisément, ne se réduisait pas à cette part de la coercition et du contrôle. Contre toute attente, l'expression connut un certain succès à la parution de *L'État au Cameroun* ; elle fut retenue, sous réserve d'inventaire, par un groupe de recherche comparative dont je pris l'initiative en 1980 et auquel participèrent des confrères spécialistes de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine. Simultanément, le thème du politique par le bas fut choisi comme l'un des principaux axes de réflexion de la revue *Politique africaine* que quelques-uns d'entre nous créâmes, également durant l'été 1980.

Ce fut dans ce double cadre du Groupe d'analyse des modes populaires d'action politique et de *Politique africaine* que Comi Toulabor, Achille Mbembe et moi-même fîmes connaissance. Ainsi débutèrent une collaboration et une amitié qui ne se sont point démenties au fur et à mesure que nos itinéraires professionnels nous ont éloignés géographiquement les uns des autres. La célébration d'une telle complicité ne suffirait certes pas à justifier la réédition de certains des travaux que nous avons ainsi menés de concert. Mais le X^e anniversaire de *Politique africaine* et le réveil démocratique des sociétés subsahariennes nous ont simultanément invités à ce retour sur la

problématique du politique par le bas afin – comme disent nos collègues anglo-saxons – de la « reconsidérer » à la double lumière des événements et de l'évolution des sciences sociales.

Il y a sans doute une grande injustice à faire bande à part et à publier ce livre sans y associer tant d'autres collègues africanistes, arabisants ou sinologues desquels et avec lesquels nous avons beaucoup appris ; le lecteur en retrouvera les noms tout au long des pages qui suivent. Nous ne pousserons néanmoins pas l'iniquité jusqu'à omettre de remercier Hélène Cohen, responsable administrative du Groupe d'analyse des modes populaires d'action politique, qui a apporté à notre collaboration une discipline aussi généreuse qu'indispensable, et Guy Hermet, alors directeur du Centre d'études et de recherches internationales, qui nous a constamment soutenus tant sur le plan intellectuel que d'un point de vue institutionnel. Enfin, notre reconnaissance va à Georges Lavau, à Louis Bodin et à Alain Dubresson qui ont accepté la reproduction d'articles initialement parus dans la *Revue française de science politique* et dans *Politique africaine*.

JEAN-FRANÇOIS BAYART (1992)

Avertissement : Par honnêteté ou par paresse intellectuelle – le lecteur tranchera –, nous avons pris le parti de reproduire sans les modifier nos articles parus dans *Politique africaine* et dans la *Revue française de science politique*, hormis la correction de quelques coquilles. Il va de soi que nous ne nous reconnaissons plus toujours dans ces textes et que les sociétés africaines ont elles-mêmes profondément changé depuis leur première publication. Néanmoins, la restitution d'un itinéraire intellectuel nous a paru préférable à la révision, peut-être impossible, de nos premiers essais « par le bas ».

Le chapitre 1 a été initialement publié in *Politique africaine*, janvier 1981 ; le chapitre 2 in *Politique africaine*, septembre 1983 ; le chapitre 3 in *Politique africaine*, septembre 1981 ; les chapitres 4 et 5 in *Revue française de science politique*, juin 1985 ; le chapitre 6 in *Politique africaine*, juin 1986 ; le chapitre 7 in *Politique africaine*, octobre 1990 ; et le chapitre 8 in *Politique africaine*, décembre 1990. Nous avons dédié la première édition de cet ouvrage à Michel de Certeau et à Georges Lavau, pour leur contribution à notre réflexion.

INTRODUCTION

par Jean-François Bayart

L'étude du politique dans les sociétés africaines contemporaines s'est longtemps confondue avec celle de l'État postcolonial. Il s'agissait d'en exalter les œuvres (tel était le point de vue des « développementalistes » qui célébraient l'intégration nationale et le *state-building*) ou au contraire de les soumettre à la critique (conformément à l'orientation de la sociologie de la domination, qui stigmatisait les pratiques de subordination idéologique et de coercition physique). Lorsque la consistance de cet État était niée, par exemple par les « dépendantistes », c'était pour mieux souligner l'asservissement des peuples du sous-continent, broyés par une histoire qui ne leur appartenait plus. La part du fantasme, dans ces prémisses, était souvent patente. Mais la science politique, dans ce qu'elle avait de plus sérieux, avait elle aussi pris le parti de privilégier l'objet autoritaire, voire totalitaire.

Créé en 1980 au sein du Centre d'études et de recherches internationales de la Fondation nationale des sciences politiques, en liaison avec le Laboratoire associé des sciences de l'information et de la communication et le Centre d'étude d'Afrique noire de Bordeaux, le Groupe d'analyse des modes populaires d'action politique s'est d'emblée proposé d'inverser la perspective de ces recherches, d'en retourner le questionnement et de s'interroger sur la face cachée des situations politiques en les approchant non plus « par le haut », mais « par le bas ». Il n'a pas toujours été compris, à la lecture de nos premiers travaux – sans doute parce que ceux-ci pêchaient par excès d'ellipse – que notre propos n'était naturellement pas de nous enfermer dans une problématique binaire. Certes, le numéro de lancement de *Politique africaine*, dont les premiers pas ont été indissolublement liés à ceux du Groupe d'analyse des modes populaires d'action politique, s'intitulait : « La politique en Afrique noire : le haut et le bas ». Nous ne mettions cependant rien d'autre, dans cette formule, qu'un clin d'œil,

que nous espérions malicieux... et un tantinet marchand. Nous n'en déduisions nullement qu'il convenait de raisonner en termes topologiques, bien que les acteurs sociaux eux-mêmes recourent volontiers à une symbolisation de cette nature en se définissant comme les « Nous », par opposition à l'État, aux « gens à décret », comme l'on dit au Cameroun.

Notre intention n'était pas de nous enquérir d'une entité imaginaire du « politique populaire », un « populaire » que l'approche folkloriste a érigé en isolat stable et indifférencié mais dont l'historiographie et l'anthropologie ont bien montré qu'il était défini de la sorte par les dominants¹. Nous espérions plutôt saisir le jeu intime des relations entre les différents acteurs du système social, du point de vue des acteurs subordonnés plutôt que de celui du pouvoir. Et en procédant à cette inversion, nous n'étions animés d'aucune préoccupation révolutionnaire particulière, ni même d'une vague sympathie populiste. S'il nous était impossible d'apparenter les pratiques « populaires » du politique au résiduel, au traditionnel, au folklorique selon la démarche évolutionniste et développementaliste éculée, il n'en devenait pas pour autant licite de les identifier à la « force motrice fondamentale de l'histoire », comme proposaient de le faire les marxistes bon teint². Les professions de foi de l'historiographie et de la sociologie militantes, qui postulaient de façon messianique une rupture à venir dont serait porteuse une classe révolutionnaire « par excellence », nous paraissaient tomber à plat, alors même qu'elles dominaient l'africanisme de gauche, tant francophone qu'anglophone. Des *cristeros* mexicains aux paysans vendéens, en passant par les sans-culottes et le Ku Klux Klan, les exemples abondent de sensibilités et de mouvements populaires conservateurs, « régressifs », « passéistes », voire suicidaires. De même que la religion populaire n'est pas forcément hétérodoxe, l'insertion des groupes sociaux subordonnés dans le champ politique se traduit aussi, souvent, par l'adhésion au pouvoir, par le « consentement des dominés à leur domination »³. Ceux-ci poursuivent en réalité des objectifs et des stratégies qui leur sont propres et qui se trouvent éventuellement décalés par rapport à la scène politique centrale. Ils pourront, par exemple, préférer le maintien d'une structure établie de domination, dont ils maîtrisent l'usage et dont ils savent atténuer l'iniquité, à l'instauration d'une nouvelle structure dont

1. M. de Certeau, *La Culture au pluriel*, Paris, Bourgois, 1980 (nouvelle édition) ; N. Z. Davis, *La Culture du peuple. Rituels, savoirs et résistances au XVI^e siècle*, Paris, Aubier-Montaigne, 1979 ; J. Favret-Saada, *Les Mots, la mort, les sorts. La sorcellerie dans le Bocage*, Paris, Gallimard, 1977 ; CNRS, *La Religion populaire*, Paris, Ed. du CNRS, 1979 ; C. Guinzburg, *Les Batailles nocturnes. Sorcellerie et rituels agraires en Frioul, XVI^e, XVII^e, XVIII^e siècles*, Lagrasse, Verdier, 1980.

2. B. Porchnev, *Les soulèvements populaires en France au XVI^e siècle*, Paris, Flammarion, 1972.

3. M. Godelier, « Infrastructures, sociétés, histoire », *Dialectiques*, 21, 1977, p. 50.

l'intelligibilité, la prévisibilité et, pour tout dire, l'intérêt leur échappent⁴. La prégnance du clientélisme s'explique souvent de la sorte⁵.

Il nous est en revanche apparu que la réduction de la lutte sociale à un « antagonisme principal », dans le sillage de Marx, trahissait la réalité, quand elle prétendait en révéler la structure fondamentale⁶. Les grandes déchirures binaires qui ponctuent l'histoire, en unifiant et en polarisant les groupes sociaux, ne sont pas exclusives de microprocédures qui, sans s'y ramener, préparent, parcourent et, finalement, absorbent ces simplifications du champ politique, dramatiques parce que précisément épisodiques⁷. Il est donc inévitable d'accorder une place particulière à l'étude des acteurs et des sites intermédiaires, dans une perspective naturellement différente des théories univoques de la modernisation et du développement politique. Déjà, Maurice Agulhon achevait sa classique *République au village* sur ce constat : « C'est une conclusion un peu décevante au premier abord, pour une histoire vouée au petit peuple, que ce rattachement des explications décisives à l'étage supérieur au sien, qui est aussi celui de la politique classique⁸. » Par la suite, de nombreuses recherches historiques ont établi que l'essentiel se jouait « dans cet entre-deux qui sépare la culture de l'élite de celle des classes populaires » et qu'il faut « impérativement, pour avancer, sortir du balancement désormais stérilisant culture d'élite-culture populaire ». Non en figeant cette catégorie des intermédiaires (en passant, dit drôlement Michel Vovelle, « d'une glace à deux boules... à une tranche napolitaine »), mais en restituant les interactions permanentes entre les acteurs, dans lesquelles ils occupent une place cruciale et ambivalente⁹. En d'autres termes, la problématique du politique par le bas conduit quasi automatiquement à une problématique de la médiation, et les travaux de notre groupe n'ont pas dérogé à la règle¹⁰.

4. P. Bois, *Paysans de l'Ouest*, Paris, Flammarion, 1971 (nouvelle édition).

5. J.-F. Bayart, « Clientelism, elections and systems of inequality and domination in Cameroun », in G. Hermet, R. Rose et A. Rouquié (eds), *Elections without Choice*, Londres, Macmillan, 1978, pp. 66-67 ; J. Scott et B. Kerkvliet, « The politics of survival : peasant response to "progress" in South-East Asia », *Journal of South East Asian Studies*, septembre 1973, pp. 255 et suiv.

6. G. Rudé, *Ideology and Popular Protest*, New York, Pantheon Books, 1980.

7. M. Foucault, *La Volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976, pp. 125 et suiv.

8. M. Agulhon, *La République au village*, Paris, Le Seuil, 1979, pp. 472-473.

9. M. Vovelle, « Introduction », in Centre méridional d'histoire sociale, des mentalités et des cultures, *Les Intermédiaires culturels*, Aix-en-Provence, Paris, Librairie Honoré Champion, 1981, pp. 10-11.

10. J.-F. Bayart, « L'énonciation du politique », *Revue française de science politique*, juin 1985, pp. 371-372, et J.-F. Bayart (dir.), *Dieu pour tous, chacun pour soi. Pratiques religieuses et médiations politiques en Afrique noire*, Paris, Karthala, 1992. [L'ouvrage ne sera publié qu'en 1993, sous le titre *Religion et modernité politique en Afrique noire*.]

Pour être habités de préoccupations essentiellement scientifiques, nous n'en étions pas moins tributaires d'un « air du temps ». En 1980-1981, plusieurs événements semblaient conférer quelque pertinence à notre questionnement et sans nul doute ils avaient contribué à l'inspirer. Citons en particulier : la Révolution iranienne, la création de Solidarnosc en Pologne, l'assassinat de Sadate en Égypte, le débordement du processus de décompression entamé par les militaires au Brésil, l'érosion du modèle maoïste en Chine populaire, la faillite de l'État postcolonial en Afrique noire. Ces mutations nous ont amenés à nous interroger en priorité sur les pratiques de déconstruction des autoritarismes et des totalitarismes, sur les conditions de formation et d'étiollement des mouvements sociaux, sur les problématiques légitimes susceptibles d'unifier ceux-ci et de se poser en contre-hégémonies, sur les répertoires culturels du politique, et sur la relation dialectique entre l'État et la société.

Notre questionnement s'inscrivait de façon explicite dans la continuité de ce qu'avaient largement initié les historiens – notamment dans les pages des *Annales* et de *Past and Present* – et aussi certains anthropologues et linguistes ou, dans une mesure moindre, les économistes spécialistes du « secteur informel ». Nous étions en outre redevables du renouvellement théorique qu'avaient assuré, tout au long des années soixante-dix, des auteurs tels que Michel Foucault, Gilles Deleuze et Michel de Certeau (plus peut-être, dans notre esprit, qu'un Pierre Bourdieu). Il était clair que la science politique avait pris un retard considérable par rapport à ces avancées. Simultanément, sa contribution nous paraissait pourtant irremplaçable dans la mesure où les travaux les plus novateurs de ces disciplines voisines – à commencer par ceux des historiens des mentalités – tendaient à contourner le problème du pouvoir ou en tout cas celui de l'État, quand bien même ces derniers affleuraient au cœur de leur souci premier, par exemple chez Michel Foucault ou Michel de Certeau.

Quoi qu'il en fût, l'écho, y compris critique, que suscitèrent nos premiers essais dans les milieux universitaires de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord suggère qu'ils répondaient à une attente¹¹. D'autant

11. Voir par exemple B. Jewsiewicki et D. Newbury (eds), *African Historiographies. What History for which Africa ?*, Beverly Hills, Sage Publications, 1986 ; B. Jewsiewicki, H. Moniot (dir.), *Dialoguer avec le léopard ? Pratiques, savoirs et actes du peuple face au politique en Afrique noire contemporaine*, Paris, L'Harmattan, Québec, SAFI, 1988 ; F. Raison-Jourde (dir.), *Émergence des partis et légitimation du pouvoir politique à Madagascar. 1936-1972*, Paris, Laboratoire « Tiers-monde-Afrique », 1986 ; J.-C. Willame, « Réflexions sur l'État et la société civile au Zaïre », *Les Cahiers du CEDAF*, juillet 1986, pp. 287-306, et P. Geschiere, « Hegemonic regimes and popular protest. Bayart, Gramsci and the state in Cameroon », *ibid.*, pp. 309-347 ; B. Badie, *Le Développement politique*, Paris, Economica, 1984, pp. 197-198 (nouvelle édition) ; D. B. Cruise O'Brien, J. Dunn et R. Rathbone (eds), *Contemporary West African States*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989 ; P. Chabal (ed.), *Political Domination in Africa. Reflections on the Limits of Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986.